

10/06/2010 18:06:00

Fiscalité: les villes moyennes réclament une refonte de leurs ressources

PARIS, 10 juin 2010 (AFP) - Les maires des villes moyennes ont réclamé jeudi une refonte de leurs ressources locales avant la fin de l'année, à l'issue de l'assemblée générale de leur fédération (FMVM).

"Une refonte équitable de la fiscalité locale ainsi que des concours financiers de l'Etat doit être lancée, dès que les premiers effets de la réforme de la taxe professionnelle seront connus, c'est-à-dire avant la fin de l'année", écrivent les maires des villes moyennes dans un communiqué.

Ils estiment notamment "que l'établissement d'une règle constitutionnelle qui limiterait uniquement la dépense", comme l'a proposé Nicolas Sarkozy lors de la conférence des déficits, "risque d'entrer en conflit avec l'autonomie de gestion et d'administration des collectivités territoriales", pourtant "garantie dans la Constitution".

Pour eux, cette nouvelle règle ne peut s'appliquer "de manière comminatoire pour le secteur des collectivités locales, étant donné l'ampleur des transferts rampants (infrastructures, papiers d'identités électroniques, culture, police municipale), comme l'impact financier des nouvelles normes dont l'État est lui-même à l'origine".

Ils considèrent également qu'avec l'instauration de la nouvelle contribution économique territoriale (CET), qui va remplacer partiellement la taxe professionnelle, de nouvelles disparités vont apparaître entre les territoires. Dans ces conditions, ils estiment "essentiel de ne surtout pas renoncer à l'idée d'une péréquation nationale, au profit d'une péréquation régionale".

Créée en 1988, la FMVM regroupe les maires des villes-centre (villes principales au sein d'une intercommunalité) dont la population est comprise entre 20.000 et 100.000 habitants, ainsi que les présidents des intercommunalités à fiscalité propre qui intègrent une ville moyenne. Elle est présidée par l'ancien ministre Bruno Bourg-Broc (UMP).

jlp/em/esp/df